Table of Contents

CODERRE, UNE CIBLE....1

DEUX POLICIERS TUÉS KANDAHAR....3

POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE COUPLE MARIÉ À KANDAHAR....4

ELLE NE SORT PAS DE LA BASE....6

DÉSILLUSION....7

Sur la route des corbillards....9

Retour à la maison....11

Partir ou ne pas partir?....13

La Commission des droits de la personne veut une négociation avec les talibans....16

Des négos improbables avec les talibans....17

Les talibans rejettent la main tendue par Hamid Karzaï; Des postes au gouvernement seront jugés sans intérêt tant que les troupes étrangères seront déployées....19

Un féminisme devenu trop sage; La sociologue Christine Delphy appelle les femmes à retrousser leurs manches....21

Les talibans rejettent l'offre de Karzaï....23

La Commission des droits de la personne veut une négocation avec les talibans....24

Les talibans refusent l'offre de négociation du président Karzaï....25

Etats−Unis: des anciens d'Irak sur le chemin du déclassement....26

Naissance d'une armée; Beaucoup de volonté, mais bien peu d'équipement et si peu de temps... Notre journaliste revient d'un camp où Canadiens, Américains, Français forment les recrues afghanes. A quand une armée nationale digne de ce nom ?....28

" La peur de l'autre, c'est la guerre "; Neuf ans après Le violon rouge, François Girard signe Silk. Un film qui invite à apprivoiser les différences plutôt qu'à ériger des frontières....33

La guerre économique....37

La guerre non justifiée....38

CODERRE, UNE CIBLE

SOURCETAG	0710010266
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.01
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. Photo d'archives Le bilan s'alourdit en Afghanistan, oùdeux policiers sont morts près de Kandahar hier en tentant de désamorcer une bombe. Denis Coderre se rendra sur place par lui−même pour évaluer la situation. 2. Photo d'archives DENIS CODERRE Prêt à partir 3.
BYLINE:	VINCENT LAROUCHE JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT:	369

Le député libéral risque gros, selon un ex−agent du SCRS

Qualifié de "cow−boy" pour sa décision d'aller visiter l'Afghanistan par ses propres moyens, le député libéral Denis Coderre a été mis en garde hier : les talibans sauront qu'il est sur place et le considéreront comme "une cible intéressante" en raison de son statut d'ex−ministre.

"C'est certain qu'il n'est pas un citoyen ordinaire. Il pourrait devenir une cible intéressante pour un kidnapping, et là ça causerait des problèmes ", affirme l'exagent du SCRS et président de Northgate, Michel Juneau−Katsuya.

Selon l'ex−agent secret, les talibans et Al−Qaïda ont des informateurs au Canada qui peuvent les prévenir en cas de visite de personnalités connues. "On doit tenir pour acquis qu'ils en seront avisés ", dit−il.

M. Coderre a confirmé

samedi qu'il irait bientôt

voir les résultats de la mission en Afghanistan de ses yeux. Le critique libéral en matière de défense affirme que le gouvernement n'a pas voulu lui organiser un voyage officiel et qu'il visitera donc le pays par ses propres moyens, à ses frais.

Déjà son billet

Il dit avoir déjà son billet d'avion et pris des dispositions par rapport à sa sécurité, mais sans aide gouvernementale.

"Comme critique en défense, c'est important de bien faire mon travail et d'aller sur le terrain voir tous les côtés de la médaille, au nom de la démocratie ", a−t−il martelé hier en entrevue au Journal.

"Je pense qu'on peut être critique de la mission, mais ça ne m'empêche pas de supporter les troupes et d'aller visiter le 22e et la 5e brigade", dit le député de Bourassa.

"Cow−boy"

La décision de M. Coderre a suscité un tollé dès son annonce. "S'il avait voulu organiser son voyage de façon officielle et sécuritaire, ça aurait été possible avec le Comité parlementaire de la

défense", a affirmé une source dans l'entourage du premier ministre Stephen Harper.

"Peut−être que M. Coderre essaye de faire une opération de photo pour montrer encore son côté cow−boy", a ajouté la source gouvernementale.

Le porte−parole du Bloc québécois en matière de défense, Claude Bachand, a tourné l'affaire en ridicule sur les ondes de TVA. " Peut−être que M. Coderre pourrait sauter en parachute au milieu des talibans ", a−t−il ironisé. Une porte− parole du ministère des Affaires étrangères, France Bureau, a rappelé que le gouvernement demande aux Canadiens de ne pas se rendre en Afghanistan, même pour des motifs humanitaires. "Mais les gens ont le droit de voyager où ils veulent ", a−t−elle reconnu.

* * *

Denis Coderre a−t−il raison de se rendre en Afghanistan par lui−même?

ÉCRIVEZ−NOUS : opinionsjdm.

APPELEZ−NOUS: Mtl:(514) 529−1177 Ext: 1 888 767−6161 !@MOTSCLES=AFGHANISTAN

DEUX POLICIERS TUÉS KANDAHAR

SOURCETAG 0710010265
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 9
WORD COUNT: 196

Deux policiers ont été tués hier en tentant de désamorcer une bombe qui a explosé dans leur mains dans la ville de Kandahar, au sud de l'Afghanistan, a annoncé la police.

Un cameraman d'une télévision locale qui filmait l'opération a été grièvement blessé et hospitalisé, ainsi que deux autres policiers.

Cellulaire

La bombe était attachée à un téléphone portable, une méthode habituellement utilisée par les talibans dans leurs attaques contre les forces de sécurité, a souligné la police.

Elle a été découverte dans un caniveau sur le bord d'une route reliant Kandahar à la principale base aérienne de l'Otan, d'où opèrent depuis peu trois Mirage Français redéployés du Tadjikistan.

"Nos gars étaient en train de désamorcer la bombe mais elle a malheureusement explosé et a tué deux policiers, en a blessé deux autres et un cameraman", a déclaré à l'AFP le chef adjoint de la police, Abdul Hakim Angar, selon lequel l'engin avait été placé par "les ennemis", faisant ainsi référence aux talibans.

Énorme cratère

L'explosion a provoqué un énorme cratère sur cette route qui mène également à la frontière pakistanaise, a constaté un journaliste de l'AFP.

Chassés du pouvoir en 2001 par une coalition internationale menée par les États−Unis, les talibans ont accru leur attaques contre les forces locales et étrangères, usant notamment d'engins explosifs télécommandés et d'attaques− suicides.

POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE COUPLE MARIÉ À KANDAHAR

SOURCETAG	0710010251
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.01
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	8
ILLUSTRATION:	1. Photos Le Journal Les moments d'intimité entre l'adjudantLuc Lacombe et son épouse, le caporal Diane Binette, sont plutôt rares au "Kandahar air field".
BYLINE:	FABRICE DE PIERREBOURG JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT:	382

Ilyadix ans, l'adjudant Luc Lacombe et le caporal Diane Binette se sont mariés pour le meilleur... et pour le pire. C'est–à–dire se retrouver ensemble pour six mois à Kandahar et être privés de toute "fraternisation ", tel que le stipule le règlement des Forces armées.

Pas d'alcool, à part pour les Britanniques, et pas de sexe. C'est théoriquement la règle pour tout le monde à la base de Kandahar.

" Nous avons notre chambre chacun à un bout du camp, rigole Luc Lacombe. On se fait agacer souvent à cause de ça. Ça fait bien rire nos collègues. "

Lorsqu'ils se croisent, pas question non plus de se tenir par la main, d'échanger un baiser. Ils pourraient au moins se glisser des mots doux, mais monsieur ne veut pas.

" Je ne suis pas habitué d'avoir ma conjointe en opération. Alors, je me suis mis une carapace. C'est plus facile comme ça, c'est un geste d'autodéfense. "

" C'est aussi par respect pour les autres ", ajoute Diane Binette.

Café intime au Tim

Ils sont pas mal occupés, chacun dans son coin, et leurs moments d'intimité "réglementaire" se comptent sur les doigts de la main. En général, ça se passe à l'improviste autour d'un café au Tim Hortons local. À la grande déception de son épouse, qui aimerait " le voir plus souvent ".

Le caporal Lacombe travaille pour l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO). Il a 20 ans d'armée derrière lui et trois missions en Somalie et en Croatie.

Diane Binette travaille au QG. Elle n'est militaire que depuis trois ans.

Les couples de militaires envoyés ensemble sur le terrain sont rares.

" Nous avons fait notre propre hasard, explique Luc Lacombe. Nous avons tout fait pour partir en même temps, et non pas chacun de son côté à deux ans d'intervalle. Nous voulions éviter une double séparation. "

Diane Binette n'a pas vu le documentaire Les Épouses de l'armée, très critique envers les Forces canadiennes, mais elle comprend ces " conjointes qui supportent mal l'éloignement forcé de l'être aimé ".

"Il y a un vide qui se crée. Si vous n'avez pas de travail, ou rien à quoi vous raccrocher, vous n'avez plus que ça à penser, et cela devient difficile. "

Deux enfants au Québec

Une décision qui peut paraître surprenante aux yeux de certains, le couple a laissé derrière lui au Québec deux filles de 15 et 18 ans : les filles de Diane Binette, qui trouvent le temps long.

L'aînée vole de ses propres ailes, mais comment cela se passe−t−il pour la seconde ?

"Nous nous sommes organisés en conséquence comme nous l'avons toujours fait, assure Luc Lacombe. Nous avons aussi discuté avec l'aînée. Elle a préféré que nous partions ensemble plutôt qu'en deux temps. "

Le portrait aurait été différent s'ils avaient été les parents de jeunes enfants. Diane Binette est formelle : elle serait restée.

Quant à Luc Lacombe, il ne sait pas encore s'ils renouvelleront l'expérience.

"On va d'abord commencer par revenir..." !@MOTSCLES=LE JOURNAL EN AFGHANISTAN

ELLE NE SORT PAS DE LA BASE

SOURCETAG 0710010250
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.01
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 8
BYLINE: FABRICE DE PIERREBOURG JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT: 140

" Je connais les dangers qui nous guettent, mais je trouve ça moins difficile que d'être au Canada dans l'ignorance la plus totale ", estime Diane Binette. Elle ne sort pas de la base, mais son mari, oui.

Les dizaines de morts et de blessés qui déciment les troupes canadiennes, qu'elles soient au combat ou en déplacement, sont le reflet de ce risque omniprésent ici.

À risque

" On sait que l'on est à risque, ajoute le caporal. Des proches ont trouvé audacieux que l'on parte ici ensemble. C'est plus difficile pour les gens qui restent parce qu'ils ne savent pas ce qui se passe. "

Pour des raisons de sécurité, les militaires sont censés être le plus discrets possible sur leur travail quotidien.

" On dit qu'il fait beau, qu'il fait chaud ", résume à la blague Luc Lacombe.

" S'il lui arrive quelque chose, reprend son épouse, je préfère être là et en être informée vite. Au moins, ça ne prendra pas des jours. " !@MOTSCLES=LE JOURNAL EN AFGHANISTAN

DÉSILLUSION

SOURCETAG	0710010182
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.01
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	27
BYLINE:	RICHARD LATENDRESSE JOURNAL DE MONTRÉAL COLLABORATION SPÉCIALE
WORD COUNT:	541

Quitter Kandahar est une aventure en soi : plus de 16 heures de vols jusqu'à Washington, deux escales et une éternité perdue dans les aéroports.

Mais malgré les milliers de kilomètres de distance, l'Afghanistan et la mission que les soldats canadiens essayent de remplir là−bas m'ont pourchassé jusque dans la capitale américaine. En passant, je dois le dire, par l'Irak.

Le président Bush a réussi l'exploit d'étouffer, tout au long de l'été, les questions les plus pressantes sur la présence militaire américaine en Irak.

Son argument massue: attendez l'automne, de grandes décisions seront prises après la présentation par le général David Petraeus, le commandant en chef des forces alliées, de son évaluation de la situation là−bas!

Ce rapport a finalement été déposé le 10 septembre dernier. Un rapport, au départ, presque enjoué sur une guerre qui a pourtant fait, parmi les troupes américaines seulement, 3 800 morts et près de 28 000 blessés.

Le général Petraeus évoque des "objectifs militaires atteints ", des "progrès accomplis dans le domaine de la sécurité", des "coups de grande ampleur portés à Al−Qaïda en Irak" et la "confusion semée parmi les extrémistes chiites". Et il ajoute, encore une fois presque enthousiaste, que grâce à tout cela et à "d'autres progrès" escomptés au cours des prochains mois, il sera possible de faire rentrer, d'ici l'été prochain, 30 000 des 168 000 soldats américains présentement déployés en Irak.

LA GUEULE DE BOIS

Mais le général dégrise, avec sa conclusion, les plus enivrés par ses propos. La situation en Irak "demeure complexe, difficile et parfois tout à fait frustrante ". Il faut, insiste−t−il, oublier un "retrait rapide des forces américaines... qui entraînerait une désintégration des forces irakiennes...la reprise par Al−Qaïda du terrain perdu... une augmentation de la violence, des déplacements de personnes et des flux de réfugiés".

Il ne reste plus, du coup, une grande marge de manoeuvre au président Bush qui, promettant de soutenir "l'allié irakien qui lutte pour sa survie ", a ni plus ni moins répété que les militaires américains étaient en Irak pour y rester...encore longtemps.

Un avis implicitement partagé par les principaux candidats à l'investiture démocrate pour la présidence − tous, pourtant, d'ardents opposants à cette guerre − qui ont admis, dans un débat mercredi dans le New Hampshire, qu'ils ne pouvaient pas promettre que les troupes ne seraient plus en Irak... en 2013.

ENCADRER, FORMER, SOUTENIR

George Bush, tout au plus, a laissé entendre que la mission des militaires américains allait consister de plus en plus à encadrer, former et soutenir les forces irakiennes. Mais encore une fois, dans une perspective à long, très long terme.

Ce qui m'a abruptement ramené en Afghanistan. Les Canadiens – politiciens, militaires, mais aussi nous tous, en général – nourrissent ouvertement l'espoir que les Afghans, parrainés et entraînés par nos soldats, vont finir pas complètement se prendre en main: construire leurs routes, diriger leur gouvernement et se défendre contre les talibans. Et à ce moment– là, nos

troupes rentreront au pays, comblées du sentiment du devoir accompli. Mais soyons réalistes, cette sortie triomphante de l'Afghanistan, pas plus que de l'Irak, ne se fera rapidement. Relisez le paragraphe sur l'impact d'un retrait rapide des forces américaines d'Irak et le même résultat est prévisible pour l'Afghanistan.

Et ceux qui imaginent encore que d'autres partenaires de l'OTAN vont assumer la tâche qui nous a été confiée dans la province de Kandahar sont mieux de se préparer à recevoir une douche froide.

Sur la route des corbillards

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.01
SECTION:	Actualités
PAGE:	4
COLUMN:	En Afghanistan
BYLINE:	Tremblay, Bertrand
PHOTO:	(Photo PC)
DATELINE:	COLOGNE, Allemagne
ILLUSTRATION:	RAPATRIEMENT – Cérémonie de rapatriement du corps du caporalNathan Hornburg, vendredi, à Trenton.
WORD COUNT:	635

La route des corbillards. C'est ce qu'est devenue la 401 entre Toronto et Trenton. La symbolique prend de plus en plus d'importance au fur et à mesure que les corps des militaires canadiens sont rapatriés d'Afghanistan dans les boîtes de métal banc recouvertes du drapeau canadien.

Notre départ en Afghanistan a été retardé de quelques heures en raison de la cérémonie de rapatriement du corps du caporal Nathan Hondurg, 24 ans, un milicien du King's Own Regiment, une unité de milice de l'ouest du pays. Il s'agissait, dans mon cas, d'une troisième cérémonie de rapatriement. On s'habitue difficilement à ces événements. Ça glace les os à chaque fois et ça ramène toujours la même question. Devons–nous maintenir des troupes dans ce pays dévasté par toute la misère du monde et à quel prix?

Ma première expérience a eu lieu en avril dernier dans une base canadienne qui sert de plaque tournante pour le déploiement en Afghanistan située dans le sud–est asiatique. Les militaires avaient alors invité les journalistes à assister au départ du corps de deux autres soldats morts quand leur blindé léger a été soufflé par une mine. Nous étions à quelques heures du théâtre opérationnel.

Au retour au Canada, nous avions ramené dans la soute du Airbus A–320 les corps d'un autre militaire, il s'agissait d'un membre des Forces spéciales. Les journalistes à bord de l'avion avaient été invités à demeurer à l'intérieur en silence pendant la cérémonie qui se déroulait sous nos pieds. Le roulement des roues d'acier de la plate–forme de transport sur le plancher de la soute de l'avion sur lequel est attaché le coffre de métal, suivi de la mélodie solennelle de la fameuse cornemuse permettait de s'imaginer assez facilement ce qui se passait à l'extérieur.

Vendredi dernier, j'ai assisté à l'événement de l'autre côté de la clôture avec des habitués des cérémonies de rapatriement à Trenton. Aussi curieux que cela puisse paraître, des personnes viennent de très loin pour vivre ce moment comme c'était le cas pour un réfugié bosniaque qui voulait à sa façon remercier les soldats canadiens pour leur intervention en ex–Yougoslavie.

Malgré l'opposition grandissante de l'opinion publique à cette mission qui a coûté la vie à 71 soldats, les gens n'abandonnent pas les militaires. Les cérémonies de rapatriement attirent de plus en plus de curieux. Sur la route 401 en direction de Toronto, les pompiers de plusieurs municipalités stationnent des camions et saluent le passage des corps.

C'est une façon d'entreprendre un reportage, mais l'Afghanistan est un pays en insurrection, principalement dans le sud où les troupes du Royal 22e Régiment reprennent du terrain perdu aux mains des talibans et tentent tant bien que mal de ramener la sécurité dans cette région névralgique.

Avant notre départ, le gouvernement canadien a présenté un "breefing" sur la situation en Afghanistan avec des chiffres et des chiffres et des chiffres sur les progrès. Kaboul est même devenue une ville avec une certaine sécurité, affirmait un fonctionnaire lors de cette rencontre.

A peu près au même moment où il prononçait cette phrase, un autobus transportant des membres de l'Armée nationale afghane, formé par la Mission d'assistance à la sécurité en Afghanistan, était soufflé par une bombe.

Ce n'est que le lendemain, lors d'une escale en Europe, que nous avons appris la nouvelle.

Nous serons en mesure de constater sur le terrain le moral des troupes et surtout l'évaluation qu'ils font de la situation. Ce n'est pas vrai que des fonctionnaires à Ottawa, malgré toute leur bonne volonté, sont en mesure de nous transmettre une ambiance ou un sentiment.

Dans un premier temps, ils ne sont pas sur place et en second lieu, ils doivent suivre la ligne du gouvernement canadien qui semble être prêt à assumer des pertes humaines pendant encore un certain temps avant de réévaluer la présence du pays dans ce vaste projet afghan.

Retour à la maison

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.01
SECTION: Actualités
PAGE: 3
BYLINE: Louise Plante
PHOTO: Photo: LOUISE PLANTE
DATELINE: Trenton
ILLUSTRATION: Des motards vétérans de plusieurs guerres s'apprêtent àformer un cortège d'honneur au corbillard qui transporte le corps du soldat Nathan Homburg vers sa ville natale.
WORD COUNT: 563

Le voyage devait commencer par une conviviale rencontre entre collègues dans le salon V.I.P de l'aéroport militaire de Trenton, lieu de départ pour l'Afghanistan. Le rendez−vous était fixé à 16 h, sans faute. Mais un invité supplémentaire devait se présenter qui changea tous nos plans. Le corps du caporal Nathan Homburg, du régiment de King's Own Rifle de Calgary.

En fait, l'accès à l'aéroport nous fut carrément refusé, car le Air bus venait tout juste de rentrer de Kandahar. On nous refoula donc avec le reste de la population derrière la clôture. La cérémonie du rapatriement du corps se mit en branle. Plusieurs militaires étaient déjà présents et formaient un parterre d'accueil, pendant que la famille à droite observait, pétrifiée de douleur, le cercueil qui descendait de l'avion au son lancinant de la cornemuse.

Pour ajouter au décorum, on avait abaissé tous les stores des fenêtres de l'avion. Les journalistes qui étaient déjà arrivés et qui circulaient habillés de jeans, avaient été refoulés fermement dans la cafétéria quelques minutes plus tôt, à cause de leur tenue trop décontractée. Seuls des gens en uniforme étaient tolérés sur la piste d'atterrissage. Même de loin, de l'autre côté de la clôture, on reconnaissait la frêle silhouette recueillie de la gouverneur générale, Michaëlle Jean, parmi des haut gradés.

Ça, tout le monde a pu le voir au bulletin de nouvelles. Des images tristes mais déjà rendues familières depuis le début du conflit en Afghanistan.

Ce que les caméras ne montraient pas, ce sont les gens massés le long de la clôture de l'aéroport, une petite centaine de personnes. Hommes et femmes portant du rouge, comme le veut maintenant la tradition du vendredi, adoptée il y a quelque temps déjà en Ontario, en signe de soutien aux soldats.

Parmi eux, des vétérans bardés de médailles, des femmes de vétérans ou d'anciennes militaires et, curieusement, une vingtaine de papys motards. Eux aussi portent du rouge sous leur veste et jambières de cuir. Ils arborent aussi fièrement des étendards avec les mots "Support our troups." Tout le monde les connaît. Ils sont présents à chaque cérémonie de rapatriement de corps de soldats. Ils s'apprêtent à former une escorte d'honneur au corbillard et à le suivre jusqu'à l'entrée de l'autoroute voisine, rebaptisée "autoroute des héros."

Ils attendent patiemment, alors que le temps se met à la pluie. Un peu plus tôt, deux dames portant l'uniforme militaire se sont approchées de la clôture pour bavarder doucement avec les gens et surtout les remercier de leur présence. Soudain, est passé en trombe un autobus scolaire bondé d'élèves. Par les fenêtres baissées, ils passaient leurs petites têtes et hurlaient un enthousiaste "Go troups, go!", un pointant un pouce vers le ciel, ignorant visiblement tout de ce qui se déroulait quelques pieds plus loin.

Un homme s'est approché du groupe près de la clôture, un Serbe, immigré au Canada. Il fait remarquer que son voisin est un Afghan et qu'il aimerait bien le voir un jour "pay his respect" à la dépouille d'un soldat canadien. Des vétérans de la guerre du Golfe approuvent silencieusement la remarque d'un mouvement de la tête.

Voilà, le corps du soldat Homburg est maintenant en route pour sa ville natale. Tout le long de sa route, à chaque fois qu'il y aura un pont, s'y tiendront des pompiers au garde−à−vous.

C'est leur façon à eux "de payer leur respect".

louise.plante@lenouvelliste.qc.ca

Partir ou ne pas partir?

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.01
SECTION: Actualités
PAGE: 2
PHOTO: PHOTO: LA PRESSE Photo: La Presse
DATELINE: Trois−Rivières
ILLUSTRATION: A Ottawa, la question du retrait des Forces arméescanadiennes d'Afghanistan en 2009 est au coeur du prochain discours du Trône des conservateurs, en octobre, et menace même la survie du gouvernement.; Au moment où les journalistes devaient partir de Trenton, le corps du caporal Nathan Homburg, du régiment de King's Own Rifle de Calgary, arriva de Kandahar.
WORD COUNT: 981

Partir ou ne pas partir POUR l'Afghanistan? La question n'est pas anodine alors qu'au moment où j'écris ces lignes se déroule à Montréal un colloque où on se pose une autre question: Partir ou ne pas partir DE l'Afghanistan?

Au Canada comme ailleurs dans le monde, politiciens et spécialistes des questions politiques s'interrogent sur la pertinence de l'intervention internationale en Afghanistan qui n'a rien d'une opération des Casques bleus.

Les Forces armées canadiennes ne font pas que reconstruire le pays et tenter d'y laisser une force policière crédible de même qu'un gouvernement démocratiquement élu qui tiendra la route. Elles font feu dans la province de Kandahar contre les talibans qui avaient pris le pouvoir après une guerre civile entre 1992−1997: un groupe de fondamentalistes qui cherche à réislamiser les moeurs, la justice et les Afghans. Les célèbres Bouddha géants détruits, ce sont eux.

De 1994 à 1997, les talibans ont joui d'un soutien des services secrets pakistanais, de l'Arabie saoudite et même officieusement des États−Unis... jusqu'au 11 septembre 2001. C'est en Afghanistan que se réfugia d'abord Oussama ben Laden. A partir de cette date, la guerre fut déclarée à l'Afghanistan par les États−Unis qui mènent une coalition mandatée par l'ONU. Le pouvoir taliban s'est écroulé en quelques jours au début novembre 2001. Depuis, Hamid Karzaï a été investi président.

Le pays est toujours en guerre, car les talibans sont encore actifs et on craint comme la peste un enlisement du type guérilla. Sans une réconciliation nationale, les pays de l'OTAN redoutent que l'Afghanistan ne devienne un gouffre sans fond de vies humaines et d'argent, d'où le récent discours à l'effet de négocier avec les talibans.

De leur côté, les pacifistes accusent le Canada de collusion avec les États−Unis pour isoler l'Iran: le véritable enjeu. La mission militaire canadienne, disent−ils, a toutes les caractéristiques d'une stratégie d'encerclement géographique et d'étouffement économique. Les médias, ajoutent−il, trop proches des forces armées, expliquent mal cet enjeu.

A Ottawa, la question du retrait des Forces armées canadiennes d'Afghanistan en 2009 est au coeur du prochain discours du Trône des conservateurs, en octobre, et menace même la survie du gouvernement. Donc, je reviens à ma question. Est−ce que cela vaut le coup pour un journaliste régional d'aller mettre son nez en Afghanistan? Après tout, nous ne sommes pas des correspondants de guerre. Nous ne sommes pas formés pour faire ce genre de travail. Saint−Luc−de−Vincennes, d'accord, mais Kandahar?

Ça discute ferme dans les salles de rédaction sur la pertinence de voyager encadrés (embedded) par les Forces canadiennes. Aucun des débats n'a tranché la question. "S'il y a des Canadiens là–bas, on doit y aller aussi, même avec l'armée", est généralement la réponse qu'on entend le plus souvent. C'est au journaliste sur place qu'il revient de faire preuve de discernement.

Quant à voyager "aux frais de l'armée", c'est–à–dire de vos taxes, soyez rassurés. Ce genre de voyage coûte aussi des milliers de dollars aux médias qui les acceptent (assurances, médicaments, vaccins, hôtel, équipements, salaire et temps supplémentaires, etc.) même si ce sont les Forces armées qui fournissent le transport et, en partie, le gîte et le couvert.

Bon, il est vrai que les journalistes doivent respecter, pour des raisons évidentes, des consignes de sécurité (entre autres sur l'heure de départ et le trajet suivi, les activités et les équipements), mais en aucun temps, leurs textes ne sont approuvés par l'armée avant leur publication.

Par ailleurs, aller en Afghanistan ne signifie pas qu'on approuve le conflit. Les journalistes qui ont couvert la guerre du Vietnam, (même encadrés par l'armée) ne peuvent sûrement pas être accusés d'avoir appuyé cette guerre. Mais leur travail, par contre, a sans conteste contribué à y mettre fin.

Enfin, il est impensable de faire ce genre de voyage sans un minimum de prudence. Ce serait beaucoup demander aux journalistes de risquer leur vie à chaque article en voyageant seuls... bien que certains sont prêts à le faire et le font à l'occasion au risque d'être enlevés ou blessés.

Alors? On part pour l'Afghanistan ou non? Au Nouvelliste, on a tranché la question assez rapidement: "y'a des gars et des femmes du coin en Afghanistan, on va aller voir ce qu'ils ont à raconter",... en espérant qu'ils se trouveront au bon endroit au bon moment, lors du passage du Nouvelliste dans des zones sécuritaires. Car même à ce sujet, il n'y a aucune assurance.

Donc, à bientôt, quelque part en Afghanistan.

En mission avec les nôtres

Au moment où vous lirez ces lignes, la journaliste du Nouvelliste Louise Plante aura foulé le sol de l'Afghanistan en compagnie d'une équipe de journalistes canadiens.

Comme plusieurs autres médias du Québec et du reste du pays, votre quotidien a accepté l'invitation de la direction des communications externes de la Défense nationale de constater par lui–même quelle forme prend l'engagement du Canada en Afghanistan. C'est une première pour votre quotidien régional.

Cette visite devrait permettre de mieux comprendre les activités des autres ministères canadiens ou organismes gouvernementaux et de l'ensemble des interventions de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN.

Le Nouvelliste aura entre autres l'occasion de rencontrer directement des membres des Forces canadiennes et des civils en mission en Afghanistan, originaires de la Mauricie ou du Centre–du–Québec, et ce, à différents endroits en Afghanistan.

A partir d'aujourd'hui donc, dans la mesure où les moyens de communication et la logistique le permettront, vous pourrez lire des reportages et entrevues rendant compte de la présence canadienne en Afghanistan.

L'Afghanistan en quelques mots

Pays d'Asie centrale

Superficie: 647 500 km carrés

Forme d'état: république islamique

On y compte 34 provinces

Capitale: Kaboul

Population: 31 057 997 h

Religion à prédominance musulmane 80% sunites et 20 % chiites

Langues officielles: pashto et dari (farsi)

Groupe majoritaire: Pashtoune (entre 38 et 40 %)

Groupes minoritaires: Tadjiks, Hazaras, Ousbeks, Turkmènes, Bhahuis, Baloutches, Pashayis du Sud et quelques autres de moins de 0,5 %.

Géographie: pays aride, climat continental, eau fraîche limitée. Tremblements de terre fréquents.

L'ancienne route de la soie passait par l'Afghanistan

Pays voisins: Chine, Iran, Pakistan, Turkménistan, Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Fleuve: Hari Rud

Monnaie: afghani

Espérance de vie des hommes 43 ans, et des femmes 44 ans

Taux d'alphabétisation estimé: 36 %

Cuisine: (Asie centrale) kebabs, nans (genre de galette de pain), riz, yaourt. Le pulao, (plat à base de riz) est le plat national et le thé noir, le breuvage national

La Commission des droits de la personne veut une négociation avec les talibans

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.01
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: La Presse Canadienne
BYLINE: Moore, Dene
DATELINE: Afghanistan
WORD COUNT: 269

Négocier avec les talibans serait la meilleure, voire la seule solution pour améliorer la sécurité en Afghanistan, selon le directeur régional de la Commission afghane indépendante des droits de la personne, Abdul Qadar Noorzai.

Alors que six ans se sont écoulés depuis la chute des talibans, M. Noorzai affirme que le nombre de civils tués continuera à grimper si le gouvernement et les troupes de l'OTAN ne réussissent pas à assurer leur sécurité, ce qu'ils ne sont pas parvenus à faire jusqu'à présent, à son avis.

D'autre part, un porte–parole taliban a laissé savoir hier que les insurgés ne négocieraient pas avec les autorités afghanes tant que les forces de l'OTAN seront présentes dans le pays, refusant une nouvelle fois l'offre de négociations lancée par le président Hamid Karzai.

Le président Karzai s'était dit prêt samedi à rencontrer le chef des talibans, le mollah Omar, et le seigneur de la guerre Gulbuddin Hekmatyaret, se déclarant ouvert à consentir aux talibans des postes dans son gouvernement, s'ils acceptaient de faire la paix. Or, la négociation demeure malgré tout la meilleure option, selon le directeur de la Commission pour la région de Kandahar, ajoutant que les talibans font partie du pays.

Les autorités militaires canadiennes croient pour leur part avoir progressé, en dépit du fait que l'armée se bat cet automne sur les mêmes terres que l'an dernier. Les poches d'insurgés qui restent se sont néanmoins engagées dans une guérilla meurtrière, alors que des engins explosifs et des attentats suicides ont tué cette année 22 soldats canadiens et plusieurs civils dans la province de Kandahar.

Des négos improbables avec les talibans

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.01
SECTION: Le Monde
PAGE: 18
SOURCE: Agence France−Presse
PHOTO: Reuters
DATELINE: Kandahar
ILLUSTRATION: Un soldat américain se tient ainsi au−dessus d'un char dansle sud−est de l'Afghanistan.
WORD COUNT: 500

Les talibans ont de nouveau rejeté hier, sans surprise, une offre de négociations du président Hamid Karzaï pour mettre un terme à la spirale des violences en Afghanistan, en maintenant leur exigence d'un départ des 50 000 soldats étrangers du pays.

Le chef d'État afghan avait de nouveau proposé samedi des négociations, en allant bien plus loin que précédemment, puisqu'il faisait miroiter aux insurgés la possibilité de postes au sein du gouvernement.

Dans la ville de Kandahar, chef−lieu de la province du même nom dans le sud afghan, deux policiers ont été tués et deux, blessés hier par l'explosion d'une bombe, attachée à un téléphone portable, qu'ils tentaient de désamorcer. Un caméraman d'une télévision locale qui filmait l'opération a été grièvement blessé et hospitalisé, selon la police.

L'engin avait été placé sur une route menant à la base aérienne de l'OTAN de cette région.

Chassés du pouvoir en 2001 par une coalition internationale, les talibans ont accru leurs attaques contre les forces locales et étrangères, usant notamment d'engins explosifs télécommandés et d'attaques suicides.

La nouvelle offre de négociations du président afgha, Hamid Karzaï, à ses ennemis islamistes risque de faire long feu tant les positions des deux parties paraissent inconciliables.

D'autres voient un mince espoir de sortie d'un conflit de plus en plus meurtrier depuis six ans que les talibans ont été renversés par une coalition internationale.

S'il peut y avoir retour à la paix en Afghanistan par la négociation, "nous y sommes prêts", a déclaré samedi M. Karzaï, juste après l'une des pires attaques suicides commises des talibans qui a tué 30 personnes à Kaboul.

L'invitation est pour "tous les Afghans", a−t−il répondu à la question de savoir si elle s'adressait au mollah Omar, le chef suprême des talibans, et à l'ancien premier ministre et chef de l'autre parti fondamentaliste Hezb−i−Islami, Gulbuddin Hekmatyar, dont les têtes sont mises à prix par Washington.

"Il y a des élections, venez vous présenter, leur a dit Karzaï. Et s'ils demandent : "Président, donnez−nous tel ou tel poste ministériel sans qu'il y ait de com− bats "(...), j'accepterai immédiatement", a−t−il déclaré.

Mais Karzaï a réitéré son refus d'un retrait des 50 000 soldats étrangers qui l'aident à asseoir son autorité et à contrer la violence croissante, comme l'ont toujours réclamé Hekmatyar et les talibans en réponse à ses offres.

Ils ne disparaîtront pas

Toutefois, les miliciens pourraient examiner la possibilité de négocier à cause d'une crise de pouvoir après la mort au combat de nombreux dirigeants cette année, estime un diplomate occidental qui a requis l'anonymat.

Ils pourraient aussi ressentir une pression croissante des forces de sécurité afghanes et de l'instabilité au Pakistan où ils ont leurs soutiens, notait la semaine dernière Daud Rahim, du quotidien Daily Outlook Afghanistan. Mais l'éditorialiste estime peu probables des discussions entre les deux parties.

Les talibans "continuent à refuser la télévision au XXIe siècle. Ils n'acceptent pas l'éducation des filles", dit–il, alors que le gouvernement afghan "veut introduire la démocratie occidentale la plus moderne".

D'autres jugent l'option des négociations délicate.

"A un moment donné, les talibans devront être impliqués dans le processus de paix, car ils ne disparaîtront pas", déclarait la semaine dernière le ministre britannique de la Défense. "L'OTAN veut certainement voir ce qui peut être encouragé", déclarait récemment son ambassadeur.

Les talibans rejettent la main tendue par Hamid Karzaï; Des postes au gouvernement seront jugés sans intérêt tant que les troupes étrangères seront déployées

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.01
SECTION:	LE MONDE
PAGE:	b1
BYLINE:	Nasrat SHOIAB
PHOTO:	Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Scène de la vie quotidienne, hier, à Qalat, au sud–est del'Afghanistan.
WORD COUNT:	615

Kandahar – Les talibans ont à nouveau rejeté hier, sans surprise, une offre de négociations du président Hamid Karzaï pour mettre un terme à la spirale des violences en Afghanistan, en maintenant leur exigence d'un départ des 50 000 soldats étrangers du pays.

Le chef d'État d'afghan avait de nouveau proposé samedi des négociations, en allant bien plus loin que précédemment, puisqu'il faisait miroiter aux insurgés la possibilité de postes gouvernementaux. Mais le porte–parole des rebelles Youssouf Ahmadi, a déclaré à l'AFP : «Tant [que les troupes étrangères] ne se seront pas retirées, nous ne parlerons pas au gouvernement Karzaï.»

«Les talibans ne sont pas intéressés par des postes au gouvernement – ministère ou quoi que ce soit –, mais nous voulons le départ des troupes étrangères et nous restons sur notre position», a–t–il affirmé.

Pour les talibans, il n'y a «rien de neuf» dans les propos de Karzaï. Le chef de l'État s'est dit prêt à discuter d'une fin des hostilités à peine cinq heures après l'une des pires attaques suicide des talibans qui a tué 30 personnes à Kaboul, tout en condamnant énergiquement ces actes commis «contre l'Humanité» et «l'islam».

Il avait même acquiescé à la question de savoir s'il comptait parmi ses interlocuteurs possibles ses pires ennemis en Afghanistan dont la tête est mise à prix par Washington, le mollah Omar, chef suprême des talibans, et l'autre fondamentaliste rebelle du parti Hezb–i–Islami, Gulbuddin Hekmatyar. L'invitation est pour «tous les Afghans», avait–il dit.

«Il y a des élections, venez vous présenter», leur a aussi dit Karzaï. «Et s'ils demandent "Président, donnez–nous tel ou tel poste ministériel sans qu'il y ait de combats" [...] j'accepterai immédiatement», avait–il déclaré.

Mais il a réitéré son refus d'un retrait des soldats étrangers qui l'aident à asseoir son autorité et à contrer les violences croissantes, comme l'ont toujours réclamé Hekmatyar et les talibans en réponse à ses offres.

Refus de l'autre

La condition d'acceptation de la démocratie posée par Karzaï et l'insistance des rebelles au départ des troupes internationales revient à «un refus l'un de l'autre», a estimé l'analyste Waheed Mujda, pas très optimiste sur une percée après ces déclarations.

Entre−temps, pas de répit sur le terrain où trois civils et sept rebelles ont été tués dans des échanges de tirs entre talibans et soldats samedi dans la province est de Paktya. Les talibans avaient tendu une embuscade aux soldats afghans, qui ont appelé à l'aide les forces de l'Otan, a annoncé la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) dans un communiqué, qui ne décrit pas les circonstances des pertes civiles.

Dans la ville de Kandahar, chef−lieu de la province du même nom dans le sud afghan, deux policiers ont été tués et deux blessés dimanche par l'explosion d'une bombe, attachée à un téléphone portable, qu'ils tentaient de désamorcer. Un cameraman d'une télévision locale qui filmait l'opération a été grièvement blessé et hospitalisé, selon la police. L'engin avait été placé sur une route menant à la base aérienne de l'Otan de cette région.

Sur le front politique, l'incapacité de l'OTAN à honorer ses engagements envers l'Afghanistan exaspère les États−Unis, qui s'interrogent à présent sur la volonté des Européens à s'impliquer dans cette campagne militaire, affirment des responsables américains.

Les commandants de l'Otan en Afghanistan, où l'Alliance a pris le contrôle il y a un an de l'ensemble des opérations militaires, sont confrontés à une pénurie d'effectifs, à un manque de matériel et de formateurs pour les forces afghanes.

«J'ai clairement fait savoir que je ne ferai pas d'autres efforts quand d'autres n'honorent pas leurs engagements», a déclaré le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates.

Gates a signifié au Congrès américain qu'il pourrait prendre des mesures concrètes traduisant son mécontentement.

Selon des responsables américains, les besoins de l'Otan − dont beaucoup sont classés secret−défense − portent sur des hélicoptères, des centaines de soldats et 3200 formateurs supplémentaires pour les forces afghanes.

Un féminisme devenu trop sage; La sociologue Christine Delphy appelle les femmes à retrousser leurs manches

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.01
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Gervais, Lisa−Marie
ILLUSTRATION: francine descarries Christine Delphy
WORD COUNT: 1273

Elle l'a vu naître, se transformer et s'affaiblir. La sociologue française Christine Delphy ne croit pas pour autant à la disparition du mouvement féministe. Mais devant la banalisation de la prostitution, la montée des groupes masculinistes et le mythe d'une égalité «déjà là», elle appelle les femmes à retrousser leurs manches. Portrait d'une femme qui a un jour épousé un mouvement.

Mort le féminisme? Non. Certains acquis dans la lutte féministe ont toutefois pu en calmer les ardeurs. «La violence faite aux femmes, par exemple. On a mis longtemps à accepter qu'elle existait, mais, dans certaines sociétés, c'est reconnu par le grand public. Il y a un virage idéologique qui semble avoir été pris», constate Christine Delphy, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France. Un virage qui s'accompagne même d'une volonté politique de faire changer les choses, se réjouit−elle.

N'empêche, le mouvement s'essouffle. «Il n'y a plus de mouvements capables de s'agiter sur des grands thèmes, du moins en Occident. Les mouvements sont beaucoup plus forts dans le tiers monde ou au Sud, affirme−t−elle. D'autre part, il y a des retours en arrière manifestes, en tout cas des aggravations.» Elle cite en exemple certains effets pervers de la légalisation de la prostitution, notamment la banalisation de la pornographie et la légalisation du proxénétisme. «Aucun progrès social, y compris quand il est inscrit dans la loi, n'est gravé dans le marbre», avait−elle écrit dans son texte «Retrouver l'élan du féminisme» publié dans Le Monde diplomatique en 2004.

Certes, les temps ont changé. «J'ai l'impression que tout a beaucoup changé au fil des années. Mais c'est difficile à dire. Il faut considérer l'âge qu'on avait. Comment les jeunes femmes de 25−30 ans vivent−elles les choses aujourd'hui? Je ne sais pas. En tout cas, elles sont bien mieux armées», croit celle qui, dans la vingtaine, a participé à la renaissance du Mouvement de libération des femmes en France, la seconde vague du féminisme après les «suffragettes». «Il n'y a pas le même enthousiasme, ce sentiment de découverte. [...] Et il y a aujourd'hui cette forte incitation à faire croire aux femmes que le féminisme est dépassé.»

A la guerre comme à la guerre

Rien à voir avec le début des années 1970, cette époque assurément difficile où tout était à bâtir, mais néanmoins porteuse d'espoir. L'heure était aux premiers rassemblements entre femmes, dans un petit local de l'Académie des beaux−arts à Paris. «Très vite, on a été 150−200 femmes à y assister toutes les semaines. Il y avait toujours cet homme, dans les premiers mois, qui venait à la porte et nous disait qu'on ne pouvait être entre nous, se souvient−elle. On lui criait dessus et lui disait de foutre le camp. C'était extraordinaire cette conviction qu'il avait que les femmes n'avaient pas le droit de ne se réunir qu'entre elles. La non−mixité était scandaleuse.»

Un an plus tard, en novembre 1971, Christine Delphy partait véritablement en guerre. C'était lors de la première manifestation en France pour le droit à l'avortement. Avec elle, au front, une Simone de Beauvoir plus âgée, qui n'avait presque rien perdu de sa fougue. C'est avec «cette femme d'exception» qu'elle a fini par fonder en 1977, avec deux autres chercheuses, la revue Questions féministes, devenue en 1980 Nouvelles Questions féministes, dont elle assume toujours la direction. Figure dominante dans le monde du féminisme, Christine Delphy est surtout connue pour avoir été l'une des premières, dans le premier tome de l'Ennemi principal, Économie politique du patriarcat, à soulever la question du travail domestique – que les mères et les filles assument à 90 % – comme l'une des bases fondamentales de l'«oppression spécifique des femmes».

Aujourd'hui et plus que jamais, la sociologue s'inquiète du discours de plusieurs femmes occidentales qui, devant une certaine amélioration de la condition féminine, s'assoient sur leurs lauriers. Au passage, elle fustige les idées véhiculées par des livres comme le best–seller mondial Les hommes viennent de mars, les femmes viennent de Vénus qui, selon elle, font faire fausse route au débat. «C'est le retour du bâton. [...] [Ces idées] ne vont qu'exprimer l'intérêt du patriarcat à ce qu'on revienne à la normale, à l'idée qu'on est complémentaire. Mais on ne fait que mettre l'accent sur les relations individuelles et amoureuses et pas sur les vraies questions, comme les différences de salaire», déplore–t–elle.

Esprit de talons hauts

Opposante farouche à la loi française interdisant le foulard musulman dans les écoles, Christine Delphy sait que sa position fait parfois sourciller certaines femmes qui voient dans le voile un signe d'oppression. Pour elle, l'idée même de lutter pour que les femmes abandonnent le foulard, sous prétexte qu'elles seraient «aliénées», revient à dire que leur liberté de conscience n'est pas prise au sérieux. «On le voit chez l'autre, parce que c'est un signe étranger et qu'on ne le supporte pas. Ce n'est pas l'infériorité des femmes que l'on ne supporte pas. [...] c'est le côté exotique et étranger», avait–elle dit en entrevue à la revue française, Socialisme international. Et puis, si on se préoccupait vraiment de leur sort, n'y aurait–il pas des choses plus importantes à faire pour elles?, s'interroge–t–elle.

Mise au courant des derniers épisodes québécois en matière d'accommodements raisonnables, Mme Delphy a semblé fort heureuse d'apprendre que la Belle Province aussi s'interroge sur de délicats sujets, notamment le port du voile dans les compétitions sportives ou le kirpan à l'école. «Je suis contente. Je voudrais que l'on se pose aussi la question du port du talon haut. Le nombre de chevilles tordues, si vous saviez... 80 % des patientes des podologues sont des femmes», dit–elle avec la plus grande ironie avant de poursuivre: «On peut s'inquiéter du fait que les sikhs portent de petits poignards, mais personne ne s'alarme de savoir que les adolescents transportent des armes à feu et tirent sur d'autres dans les écoles!»

Dans une verve imagée, la sociologue déplore également que le combat pour libérer les femmes afghanes ait été instrumentalisé et posé comme prétexte pour faire la guerre. Pour elle, c'est détourner l'attention de ce dont il faudrait réellement se préoccuper: le bien–être des femmes. «Il vaut mieux porter une burqa et être en sécurité et pouvoir manger. Il faut savoir établir les priorités, et ce sont ces femmes–là qui doivent le faire». Dans un texte dans lequel elle énonçait sa position sur la guerre en Afghanistan, la sociologue demeure très sceptique. «Pour l'instant, les femmes afghanes sont sur les routes, sous les tentes, dans les camps, par millions: deux millions de réfugiés de plus qu'avant la guerre. Beaucoup vont mourir. Et toujours sans aucune garantie que ce sacrifice leur vaudra des droits», avait–elle écrit.

Féministe dans l'âme, Christine Delphy se permet néanmoins de rêver pour l'avenir. «Je souhaite qu'il y ait véritablement un féminisme antiraciste, non seulement postcolonial mais également anticolonialiste. On assiste en ce moment à la recolonisation du monde, on veut nous imposer comme cadre de pensée le choc des civilisations. On ne peut pas rester en dehors de ce débat», conclut–elle.

Les talibans rejettent l'offre de Karzaï

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.01
SECTION: Monde
PAGE: A20
SOURCE: Agence France−Presse
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 300

Les talibans ont à nouveau rejeté hier, sans surprise, une offre de négociations du président Hamid Karzaï pour mettre un terme à la spirale des violences en Afghanistan. Ils exigent toujours le départ des 50 000 soldats étrangers du pays.

Le chef d'État afghan avait de nouveau proposé des négociations, samedi, en allant bien plus loin que précédemment puisqu'il faisait miroiter aux insurgés la possibilité de postes gouvernementaux.

Mais le porte−parole des rebelles, Youssouf Ahmadi, a déclaré à l'AFP qu'ils ne parleraient pas au gouvernement Karzaï tant que les troupes étrangères ne se seront pas retirées.

"Les talibans ne sont pas intéressés par des postes au gouvernement − ministère ou quoi que ce soit − mais nous voulons le départ des troupes étrangères et nous restons sur notre position", a−t−il affirmé.

Pour les talibans, il n'y a "rien de neuf" dans les propos de Karzaï.

Le chef de l'État s'est dit prêt à discuter de la fin des hostilités à peine cinq heures après l'une des pires attaques−suicide des talibans, qui a tué 30 personnes à Kaboul, tout en condamnant énergiquement ces actes commis "contre l'humanité" et "l'islam".

Il avait même acquiescé à la question de savoir s'il comptait parmi ses interlocuteurs possibles le mollah Omar, chef suprême des talibans, et l'autre fondamentaliste rebelle du parti Hezb−i−Islami, Gulbuddin Hekmatyar, ses pires ennemis en Afghanistan, dont la tête est mise à prix par Washington. L'invitation est pour "tous les Afghans", avait−il dit.

"Il y a des élections, venez vous présenter", leur a aussi dit Karzaï. "Et s'ils demandent: "président, donnez−nous tel ou tel poste ministériel sans qu'il y ait de combats", j'accepterai immédiatement", avait−il déclaré.

Mais il a réitéré son refus d'un retrait des soldats étrangers, qui l'aident à asseoir son autorité et à contrer les violences croissantes.

La condition d'acceptation de la démocratie posée par Karzaï et l'insistance des rebelles au départ des troupes internationales revient à "un refus l'un de l'autre", a estimé l'analyste Waheed Mujda, pas très optimiste sur une percée après ces déclarations.

La Commission des droits de la personne veut une négocation avec les talibans

DATE: 2007.09.30
KEYWORDS: INTERNATIONAL POLITIQUE DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 256

KANDAHAR, Afghanistan _ Négocier avec les talibans serait la meilleure, voire la seule solution pour améliorer la sécurité en Afghanistan, selon le directeur régional de la Commission afghane indépendante des droits de la personne, Abdul Qadar Noorzai.

Alors que six ans se sont écoulés depuis la chute des talibans, M. Noorzai affirme que le nombre de civils tués continuera à grimper si le gouvernement et les troupes de l'OTAN ne réussissent pas à assurer leur sécurité, ce qu'ils ne sont pas parvenus à faire jusqu'à présent, à son avis.

D'autre part, un porte−parole taliban a laissé savoir dimanche que les insurgés ne négocieraient pas avec les autorités afghanes tant que les forces de l'OTAN seront présentes dans le pays, refusant une nouvelle fois l'offre de négociations lancée par le président Hamid Karzai.

Le président Karzai s'était dit prêt samedi à rencontrer le chef des talibans, le mollah Omar, et le seigneur de la guerre Gulbuddin Hekmatyaret, se déclarant ouvert à consentir aux talibans des postes dans son gouvernement, s'ils acceptaient de faire la paix.

Or, la négociation demeure malgré tout la meilleure option, selon le directeur de la Commission pour la région de Kandahar, ajoutant que les talibans font partie du pays.

Les autorités militaires canadiennes croient pour leur part avoir progressé, en dépit du fait que l'armée se bat cet automne sur les mêmes terres que l'an dernier. Les poches d'insurgés qui restent se sont néanmoins engagées dans une guérilla meurtrière, alors que des engins explosifs et des attentats suicides ont tué cette année 22 soldats canadiens et plusieurs civils dans la province de Kandahar.

WW1483−FGFAO1−ac.

Les talibans refusent l'offre de négociation du président Karzaï

DATE: 2007.09.30
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 155

KANDAHAR, Afghanistan (AP) –– Les talibans ne négocieront "jamais" avec les autorités afghanes tant que les forces américaines et de l'OTAN seront présentes dans le pays, a déclaré dimanche un porte–parole du groupe extrémiste, repoussant une nouvelle fois l'offre de négociations lancée par le président Hamid Karzaï.

Samedi, Karzaï s'était dit prêt à rencontrer en personne le chef des talibans, le mollah Omar, et à offrir des postes gouvernementaux aux talibans en échange de la paix.

Mais le porte–parole des talibans Qari Yousef Ahmadi a expliqué que cette offre ne modifiait pas la position déjà adoptée par le groupe. "Les talibans ne négocieront jamais avec le gouvernement afghan tant que les forces étrangères seront présentes", a–t–il déclaré à l'Associated Press. "Même si Karzaï renonce à la présidence, il est impossible que le mollah Omar accepte de négocier. Les forces étrangères n'ont aucune autorité pour parler de l'Afghanistan", a–t–il ajouté. AP

nc/v

Etats−Unis: des anciens d'Irak sur le chemin du déclassement

DATE: 2007.09.30
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 673

NY310−0905070920

TEMECULA, Californie (AP) −− De retour aux Etats−Unis, de plus en plus d'anciens combattants, déjà blessés dans leur chair et leur âme, sont à présent confrontés à d'autres souffrances: économiques. Avec la guerre en Irak, leur nombre a explosé, tout comme le coût de leur prise en charge, qui met à mal à la fois les fonds alloués par le gouvernement et leur propre réinsertion dans la société.

Gamal Awad est l'exemple même de ces anciens combattants en voie de déclassement économique. Pourtant, son parcours et ses faits d'armes le prédestinaient plutôt à un statut de héros dans son pays. Ce Marine était en effet en première ligne le 11−Septembre, sortant des cadavres des décombres du Pentagone. Parti combattre ensuite au Koweït et en Irak, il y a vu d'autres horreurs.

Mais, aujourd'hui, de retour chez lui à Temecula, en Californie, cet Américain fils d'un immigré soudanais ne peut plus travailler, payer ses factures et chasser les idées de suicide qui traversent son esprit traumatisé. Dans quelques semaines, il risque aussi de perdre sa maison.

Alors, tous les matins, Gamal cherche une raison pour ne pas se suicider. Mais, quand il en trouve une, il est aussitôt assailli par d'autres idées noires: l'état calamiteux de ses finances, avec ses 4.330 dollars (3.053 euros) d'allocations gouvernementales qui ne pèsent décidément pas lourd face aux... 43.000 dollars (30.326 euros) de débit cumulé sur sa carte de crédit, soit dix fois plus.

Sans même tenir compte de cette dette colossale, les prestations d'invalidité totale que lui verse le gouvernement au titre de son syndrome de stress post−traumatique ne couvrent de toute façon pas les 5.700 dollars (4.020 euros) de remboursements mensuels de son crédit immobilier et de ses autres emprunts bancaires.

Comme la valeur de sa maison au prix actuel du marché est inférieure au solde de son crédit immobilier, il ne peut même pas la revendre et pourrait donc se la faire saisir par la banque. Pourtant, confie−t−il, "j'aime cette maison, elle me permet de me sentir en sécurité".

Il y a encore quelques années, Gamal pensait pouvoir se l'offrir et s'était donc lancé dans ce crédit. Il gagnait alors confortablement sa vie avec un salaire de 100.000 dollars par an (soit l'équivalent de 5.800 euros par mois) grâce à son expérience de Marine, son diplôme supérieur de gestion et ses compétences reconnues en logistique.

Atteint du fameux syndrome de stress post−traumatique qui touche nombre de "war vets", Gamal est désormais incapable de travailler: la faute aux incessants flashbacks de guerre qui envahissent son esprit sans prévenir, à ses pensées suicidaires, à ses angoisses et au sentiment de menaces. Divorcé, ses deux filles vivant ailleurs, il passe le plus clair de son temps à lever des poids et à taper dans un punching bag dans son petit garage. Et, la nuit, il lutte contre ses insomnies.

Grâce aux progrès de la médecine militaire, les anciens combattants sont plus nombreux aujourd'hui que lors des précédents conflits. Mais ils rentrent souvent au pays avec des blessures physiques et mentales, stigmates à la fois des bombes artisanales en Irak, Afghanistan ou ailleurs, mais aussi de l'angoisse de combattre en permanence un ennemi invisible le long de lignes de front indécises.

Si bien qu'à l'heure actuelle, ces anciens combattants ont atteint le nombre considérable de 185.000 aux Etats−Unis. Et ils n'ont jamais été aussi nombreux à vouloir bénéficier des aides fédérales. En raison de blessures plus nombreuses, plus profondes et plus longues à soigner, le coût de cette prise en charge teste les limites des ressources allouées par le gouvernement et menace l'avenir même de ces "vets" pour les décennies à venir, estiment des économistes et des groupes de défense des anciens combattants.

Peu de responsables et d'experts avaient anticipé un tel coût. Certes, l'économie américaine dans son ensemble est capable de supporter le prix de cette prise en charge. Mais la facture va mettre à mal certains budgets fédéraux et d'agences de service. Certains économistes chiffrent ce coût fédéral jusqu'à 700 milliards de dollars (494 milliards d'euros), pour la fourchette haute, soit... à peu près le coût de la guerre en Irak. AP

sop/v0018/mw

Naissance d'une armée; Beaucoup de volonté, mais bien peu d'équipement et si peu de temps... Notre journaliste revient d'un camp où Canadiens, Américains, Français forment les recrues afghanes. A quand une armée nationale digne de ce nom ?

PUBLICATION:	L'Actualité
DATE:	2007.10.01
PAGE:	42
BYLINE:	Castonguay, Alec
PHOTO:	Castonguay, Alec Castonguay, Alec Castonguay, AlecCastonguay, Alec
ILLUSTRATION:	Nazef−Allah, 23 ans. " Nous sommes en guerre depuis 25 anset je veux arrêter ça. "; Soldats s'exerçant au tir. Parmi les jeunes recrues, 90 % n'ont jamais touché à une arme.; Pause pendant l'entraînement. A 1 800 m d'altitude, les soldats doivent reprendre leur souffle.; Une équipe de déminage sécurise une section du camp militaire de Kaboul, établi sur l'emplacement d'un ancien camp russe.
WORD COUNT:	3018

Ce pourraient être les portes du paradis, si ce n'était des rafales de kalachnikovs qui déchirent le silence des collines. Au loin, les nuages s'accrochent dans les pics enneigés des premiers massifs de l'Hindu Kuch, cette barrière naturelle entre l'Afghanistan et le nord du Pakistan. Sous nos pieds s'étendent les collines, vertes puis de plus en plus dénudées à mesure qu'on s'approche des monstres de roche. Sur cette terre où passait jadis la route de la soie, les commerçants vendraient l'oxygène à prix d'or s'ils pouvaient le mettre en pot. A 1 800 m, Kaboul est la capitale d'Asie dont l'altitude est la plus élevée. Les recrues de l'armée nationale afghane, qui s'entraînent aux limites extérieures de la ville, au creux des premiers dénivelés, doivent constamment reprendre leur souffle.

Assis par terre dans la poussière, Nazef−Allah regarde ses compagnons terminer le parcours de formation au tir. Un soleil de plomb brûle les yeux et embrase l'air. Le mercure frôle déjà les 30 °C en cette fin d'avant−midi d'avril. En juillet, il fera régulièrement plus de 40° à l'ombre.

" J'ai été policier pendant trois ans, mais je ne me sentais pas utile, dit Nazef−Allah. Je veux me battre pour mon pays. Nous sommes en guerre depuis 25 ans et je veux arrêter ça. Il nous faut de la sécurité. "

A 23 ans, Nazef−Allah, un Tadjik du Nord, en paraît facilement 35, avec sa petite moustache et ses rides au coin des yeux creusées par le soleil. Sa tenue de camouflage kaki tranche avec les uniformes modernes couleur sable des Canadiens. Un petit pois dans le désert. Nazef−Allah et ses compagnons portent sur leurs épaules tous les espoirs d'une coalition internationale qui veut se retirer d'Afghanistan le plus tôt possible. Pour que les Canadiens et leurs alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) puissent rentrer chez eux, il faudra que l'armée nationale afghane soit en mesure d'assurer la sécurité du pays. Un objectif encore illusoire, particulièrement dans le Sud, où les combats contre les talibans font rage.

La reconstruction de l'armée afghane a déjà deux ans de retard, ce qui force l'OTAN à repousser à 2010 la réalisation de son ambitieux programme former 70 000 hommes. A peine la moitié ont jusqu'ici répondu à l'appel des armes.

Avant l'invasion soviétique, en 1979, l'Afghanistan pouvait compter sur une armée de 500 000 hommes, équipés de 5 000 chars d'assaut et de 400 avions. Mais 25 années de guerre contre l'URSS jusqu'en 1989, puis guerre civile et combats contre les talibans ont anéanti cet arsenal. Aujourd'hui, les blindés rouillent au pied des collines. Ne subsistent que les souvenirs des guerriers qui ont repoussé non seulement les Soviétiques, mais aussi les Britanniques, au 19e siècle, et bien d'autres hordes d'envahisseurs avant eux. " Nous avons défendu le pays pendant 5 000 ans contre les violentes attaques et de grandes invasions ", répète régulièrement le ministre afghan de la Défense, Abdoul Rahim Wardak, pour motiver ses troupes. La route qui mène au centre d'entraînement militaire, aux limites de Kaboul, est sans doute la plus dangereuse de la région. Les commerces de fortune qui la bordent sont délabrés, les nids−de−poule ressemblent à des nids d'autruche, les mulets surchargés et les charrettes tirées par des chevaux sont souvent aussi rapides que les camions empêtrés dans les embouteillages. Tout cela facilite la vie des talibans, qui tirent à la roquette ou cachent des explosifs en bordure de la route.

Selon la coalition, seuls 1 500 " vrais " talibans participeraient à la déstabilisation de ce pays de près de 32 millions d'habitants. Les 5 000 autres insurgés seraient des criminels, seigneurs de guerre rebelles et trafiquants de tout poil.

Au camp militaire, 300 soldats−entraîneurs de six pays, dont 15 Canadiens (le reste vient des États−Unis, de Grande−Bretagne, de France, des Pays−Bas et de Nouvelle−Zélande), tentent d'inculquer aux recrues les rudiments de la guerre. A une dizaine de kilomètres plus au sud, au tout nouveau camp Morehead, des instructeurs américains et français ont entrepris, en mai, la formation de 3 900 hommes, qui constitueront les forces spéciales pour les missions de nuit et les actions de type commando. Et à 480 km de là, près de Kandahar, une troupe de " mentors " canadiens qui passe ces jours−ci de 65 à 200 soldats−instructeurs aide les officiers afghans à planifier les opérations et à les mener efficacement sur le terrain. La formation de l'armée afghane est la nouvelle priorité des Forces canadiennes. " Nous allons utiliser tous les moyens possibles pour que les talibans ne reprennent pas le dessus, et un de ces moyens, c'est de s'assurer que l'armée nationale est efficace ", dit le chef d'état−major, Rick Hillier. Dans la province de Kandahar, le grand patron de l'armée canadienne espère que 3 000 soldats afghans seront pleinement opérationnels au printemps 2008. " Ils auront encore besoin de notre aide, mais je pense que le gros des combats contre les talibans l'été prochain seront menés par l'armée afghane ", dit−il avec optimisme.

Le fusil en bandoulière, le regard déterminé, Nazef−Allah explique pourquoi il est ici, au centre d'entraînement des recrues de Kaboul, plutôt qu'avec sa famille, près de la frontière avec le Tadjikistan. Il fixe le sol en grimaçant, puis relève la tête et prononce quelques mots en dari. L'interprète, l'air étonné, lui demande de répéter. A 23 ans, Nazef−Allah a déjà trois enfants. S'il veut rétablir la sécurité dans son pays, c'est pour que ceux−ci ne subissent pas les mêmes épreuves que lui. Sa mère, son père, ses oncles et quatre de ses frères ont été tués durant la guerre contre les Soviétiques...

Hakmat, 25 ans, ne cherche pas à avoir l'air d'un dur comme son compagnon d'armes. Décontracté, lunettes de soleil sur le nez, lèvres fissurées par la sécheresse, il raconte être revenu en 2004 d'un exil de huit ans en Iran et au Pakistan. Il affirme s'être enrôlé pour contrer les ambitions de ces pays qui ceinturent l'Afghanistan. Pendant son absence forcée, il a fréquenté ces frontières poreuses par où transitaient les armes et les combattants qui alimentaient les " étudiants en théologie " au pouvoir. Peu de choses ont changé depuis. " Les pays autour ne veulent pas que l'Afghanistan soit indépendant et libre. Ça complique le travail de l'armée et il faut que ça cesse ", dit Hakmat, qui refuse de donner son nom complet par peur des représailles contre sa famille.

Derrière Hakmat et Nazef−Allah, les apprentis soldats de l'armée nationale afghane s'entraînent pour la première fois au tir en mouvement. Les hommes font une dizaine de pas à la course, se couchent au sol et tirent sur une cible située à 100 m. Les coups de feu soulèvent la poussière dans toutes les directions, sauf au bon endroit. " Le lieu le plus sûr, ici, c'est derrière la cible ! " rigole l'entraîneur canadien qui supervise l'exercice.

Le soldat Jalam−Mhomad, 28 ans, avoue n'avoir jamais tenu une arme de sa vie. " J'étais fermier avant de venir dans l'armée. Je me sens plus utile ici, mais il faut apprendre. "

A une dizaine de mètres de là, le major Jim Molloy, qui commande les 15 soldats−entraîneurs canadiens en poste à Kaboul, surveille attentivement l'exercice. " Le maniement des armes est un gros défi. Quand on pense aux Afghans, on se dit qu'ils ont tous déjà été moudjahidin ou qu'ils ont une arme à la maison, mais ce n'est pas vrai. Ceux qui ont combattu les Russes sont vieux maintenant. Et 90 % des jeunes qui viennent ici n'ont jamais touché à une arme. Certains tirent bien et d'autres de façon atroce. "

Mais le pire casse−tête de Jim Molloy, c'est de bâtir une armée professionnelle, ce qui semble aussi difficile que de franchir les cols enneigés de l'Hindu Kuch à dos d'âne ! Dans le baraquement réservé aux soldats−entraîneurs canadiens, le major explique que les plus grandes difficultés des troupes afghanes sont typiques d'une armée naissante : les officiers sont trop peu nombreux et manquent de leadership. Les besoins sont tels sur le champ de bataille que l'entraînement dure à peine quatre mois au Canada, il est de six mois à un an. Les soldats afghans rejoignent ensuite un bataillon déjà formé, plutôt que de partir avec leurs compagnons ; la cohérence du groupe en souffre. De plus, dans ce pays grand producteur d'opium, certains soldats consomment de la drogue, ce qui ne facilite pas le maintien de la discipline.

Et il y a les absences... Il arrive que, en plein entraînement, un soldat disparaisse pendant quatre ou cinq jours d'affilée, le temps d'aller porter sa paye à sa famille. " Il n'y a pas de service postal fiable et leur solde n'est évidemment pas versée dans leur compte, puisqu'il n'y a pas de banque ", explique le major Molloy.

Le gros des effectifs (70 %) viennent de la région de Kaboul, 20 % du Nord ou de l'Ouest. Le Sud, fief des talibans, ne fournit que 10 % des recrues, selon un officier−formateur français rencontré à Kaboul. " Ceux qui sont désabusés par la situation dans le Sud se tournent plutôt vers les talibans ", explique−t−il.

Le président Hamid Karzaï s'est inspiré de l'ancienne armée afghane et a imposé le mélange ethnique des troupes. Ainsi, des Tadjiks (27 % de la population), des Ouzbeks (9 %), des Hazaras (9 %) et des Turkmènes (3 %), plus des membres de quelques ethnies très minoritaires, côtoient des Pachtouns, qui forment l'ethnie majoritaire des musulmans sunnites, dont sont issus les talibans.

La coalition internationale suit de près le recrutement pour éviter les conflits ethniques. Elle veut notamment veiller à ce que les Pachtouns (42 % de la population) aient la place qui leur revient l'armée étant composée majoritairement de hauts gradés des ethnies du Nord.

Le gouvernement afghan refuse de dévoiler la composition ethnique exacte de son armée. On sait cependant que, en 2003, 37 généraux sur 38 étaient des Tadjiks. Les Ouzbeks étaient aussi fortement représentés parmi les hauts gradés. C'est que sous le règne des talibans, seuls les seigneurs de guerre Rachid Dostom, un Ouzbek, et Shah Massoud, un Tadjik, avaient une armée organisée. " L'expérience des Ouzbeks et des Tadjiks est donc plus forte, ce qui leur a assuré des places parmi les hauts gradés ", explique Marc−André Boivin, coordonnateur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERIUM, de l'Université de Montréal. Dans le Sud, où vivent la majorité des Pachtouns, les adjoints sont souvent issus de cette ethnie, question de faciliter les relations avec la population.

Dans cette tour de Babel militaire, deux interprètes un pour chacune des deux langues officielles, le dari et le pachto travaillent en permanence. L'enseignement est nécessairement ralenti par leurs interventions, sans compter que la plupart des recrues, qui ont en moyenne 20 ans, ne savent pas lire. Mais, soutient le major Molloy, " nous n'avons pas de problèmes ethniques. Tout se passe bien. "

Lors de l'éclatement de l'armée afghane, en 1992, et pendant la guerre civile de quatre ans qui a suivi, les soldats sont retournés auprès des seigneurs de guerre de leur tribu. Au moment du renversement des talibans, fin 2001, les chefs de guerre, alimentés par l'argent de l'opium, payaient grassement leurs combattants, qui

n'avaient aucun intérêt à se joindre à une armée multiethnique, sous−financée et sous−équipée. Il a fallu le ralliement de nombreux seigneurs de guerre au gouvernement Karzaï et la hausse de la rémunération des soldats pour relancer l'armée.

Une autre difficulté est d'empêcher les désertions. C'est même devenu la priorité de l'OTAN. Selon le quotidien International Herald Tribune, seuls 42 % des soldats afghans restent dans l'armée plus de trois ans. Et à peine 20 000 seraient véritablement opérationnels, non pas 35 000, comme l'avance l'OTAN.

Retenir les recrues est particulièrement difficile en été. La solde a beau être de 125 dollars américains par mois le double du revenu moyen en Afghanistan , ce n'est rien comparativement aux 300 dollars qu'offrent les trafiquants de drogue et les talibans pour mener la guérilla. En 2006, l'Afghanistan a produit 90 % de l'opium mondial, pour des revenus estimés à trois milliards de dollars américains. Cette récolte finance en grande partie la guérilla des talibans.

Pour ne pas décourager le recrutement, le gouvernement de Hamid Karzaï garde secret le nombre de morts et de blessés. Mais des officiers occidentaux sur le terrain estiment que l'armée afghane a perdu autant de soldats, sinon plus, que les forces de la coalition qui, elles, déplorent plus de 600 pertes humaines depuis 2001. A l'hôpital de l'OTAN (dirigé par le Canada), situé à l'aéroport de Kandahar, 45 % des 1 900 blessés traités en 2006 étaient des soldats afghans ou des policiers, contre 19 % de membres de la coalition, alors que les deux groupes comptent le même nombre de militaires à l'oeuvre. (Le reste des blessés étaient des civils occidentaux ou afghans.)

Il faut dire que les militaires afghans sont beaucoup moins bien équipés et entraînés que leurs collègues de l'OTAN. Ils se déplacent souvent dans des camionnettes non blindées, et les gilets pare−balles ne sont pas en nombre suffisant. Les vieilles kalachnikovs ont tendance à s'enrayer. Et les soldats afghans, qui représentent l'autorité du gouvernement, sont souvent la cible d'attentats.

Dans cette guérilla où les talibans se fondent dans le décor et trouvent refuge chez les habitants (souvent en les menaçant), l'OTAN sait qu'elle doit gagner le coeur de la population pour espérer l'emporter. Donner l'image d'une force d'occupation ne ferait que pousser plus de rebelles dans les bras des talibans. L'OTAN joue donc à fond la carte de la grande tradition des armées afghanes de jadis. Cette armée en reconstruction est pour elle plus qu'une machine de guerre, c'est une agence de relations publiques.

" On ne mène aucune opération sans l'armée afghane. Il faut donner un visage afghan au conflit, c'est primordial ", explique le lieutenant−colonel Jean Trudel.

L'armée afghane agit donc en première ligne. Dans les petits villages qui entourent Kandahar, militaires afghans et canadiens traquent les talibans dans les ruelles étroites bordées de murs d'argile séchée. Des dizaines de petites maisons d'à peine deux mètres de hauteur, entassées les unes contre les autres dans un véritable labyrinthe, y sont autant de pièges potentiels qui mettent les nerfs des soldats à l'épreuve. L'armée afghane installe aussi des points de contrôle sur les routes fréquentées et escorte des convois militaires de ravitaillement. Mais sera−t−elle prête à prendre la relève de l'OTAN dans un avenir prévisible ?

" Ça prend forme ", dit Marc−André Boivin, du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, qui a séjourné deux fois en Afghanistan depuis un an. " L'armée afghane prend une part beaucoup plus active qu'avant dans les opérations de combat avec l'OTAN. Mais on est loin d'une armée autonome qui puisse assurer sans aide la sécurité d'un pays instable comme l'Afghanistan. "

Sur le terrain, les soldats font le même constat. L'armée afghane a encore de la difficulté à garder seule le contrôle d'une région que la coalition a débarrassée des talibans, comme ce fut le cas à la frontière des provinces de Kandahar et de Helmand ce printemps. " Il se crée un vide à mesure qu'on avance ", soutient le capitaine Alain Dionne, 43 ans, du Royal 22e Régiment de Valcartier, qui a donné un coup de main aux

Britanniques lors de cette opération. " On fait le ménage, on sécurise le coin et quand on repart, on regarde par−dessus notre épaule et on se demande si on a vraiment été utiles. " La police et la justice n'arrivent pas à suivre, et les talibans profitent de ce terreau fertile pour cultiver leur propagande.

Pour le lieutenant−colonel afghan Babagul Haqmal, chef des instructeurs tactiques de l'école d'officiers du centre d'entraînement militaire de Kaboul, on est encore à des lieues de disposer d'une armée capable de prendre la relève des 35 000 soldats de la force internationale. " Soixante−dix mille hommes, ce n'est même pas assez pour la seule province de Kaboul, a−t−il dit à l'Agence France−Presse. Il nous faudrait 200 000 hommes, équipés d'armement moderne, sinon l'ennemi sera toujours plus fort. Sans forces aériennes, sans chars, sans blindés, il n'est pas possible de faire la guerre. "

Malgré les difficultés, le major canadien Jim Molloy soutient que l'évolution de l'armée afghane est bonne. Rien n'est encore comparable aux forces ultra−équipées de l'OTAN, mais ses armes et ses véhicules sont de plus en plus modernes. Et l'armée américaine a annoncé une aide de 8,4 milliards de dollars américains pour l'équiper.

Les cours de base sont maintenant donnés par des officiers afghans fraîchement formés, ce qui permet aux militaires de l'OTAN de se consacrer à l'enseignement de tactiques plus complexes. " Notre mission est de rendre les soldats autonomes, afin qu'ils n'aient plus besoin de nous le plus vite possible ", dit Jim Molloy.

L'aide canadienne à l'Afghanistan

Les dépenses militaires canadiennes en Afghanistan

Depuis 2001

639 millions de dollars

Projections 2007−2011

561 millions de dollars

Total 1,2 milliard

De 2001 à 2009* : 4,3 milliards de dollars

+ Achat d'équipement, de chars d'assaut, d'avions, de véhicules blindés de transport, etc. : près de 2 milliards sur 20 ans

+ Dépenses normales de roulement : 1,9 milliard depuis 2002

* Prévisions de l'armée en mai 2007

" La peur de l'autre, c'est la guerre "; Neuf ans après Le violon rouge, François Girard signe Silk. Un film qui invite à apprivoiser les différences plutôt qu'à ériger des frontières.

PUBLICATION:	L'Actualité
DATE:	2007.10.01
PAGE:	22
COLUMN:	Entrevue
BYLINE:	Cayouette, Pierre
PHOTO:	Michel, Jocelyn Alliance Atlantis / Viva Films
ILLUSTRATION:	" Nous avons tous des racines d'intolérance, de xénophobie.Il faut résister à ça. C'est le rôle des intellectuels, des artistes et des politiciens de pratiquer une pensée d'ouverture. "; Keira Knightley, Alfred Molina et Michael Pitt dans une scène de Silk.
WORD COUNT:	2038

Multidisciplinaire, vous dites ? Du cinéma au théâtre, de l'opéra au cirque, de Montréal à Tokyo, de Glenn Gould à Kafka, de Wagner à Baricco, François Girard met son génie au service de créateurs de tous les horizons.

Neuf ans après Le violon rouge, qui lui valut la consécration internationale, le cinéaste québécois signe Silk, l'adaptation du roman Soie, de l'écrivain italien Alessandro Baricco. Le film prend l'affiche cet automne dans plus de 35 pays. Au Japon, il jouira d'une sortie simultanée sur 350 écrans, traitement réservé à quelques grandes productions internationales.

Silk raconte l'histoire d'un jeune Français, Hervé Joncour, qui gagne son pain en faisant l'élevage et le commerce des vers à soie dans le sud de la France, en 1861. Une épidémie de pébrine décime ses élevages, ce qui le forcera à effectuer un grand voyage au Japon, où il trouvera des oeufs en bon état et où il rencontrera aussi l'amour. Baricco avait créé un petit bijou d'écriture. Le film qu'en tire Girard est à la hauteur, porté par un même souffle poétique. Tourné principalement en Italie et au Japon, Silk est une coproduction réunissant ces deux pays et le Canada. Keira Knightley, Michael Pitt et des acteurs japonais réputés, dont Koji Yakusho et Sei Ashina, y tiennent les principaux rôles. Il n'y a pas de Québécois à l'écran, mais on en trouve bon nombre derrière la caméra, dont Alain Dostie à la direction photo et François Séguin à la direction artistique.

L'agenda de François Girard est noirci jusqu'en 2013. Ces jours−ci, il se consacre à la mise en scène du premier spectacle que présentera le Cirque du Soleil dans sa salle permanente au parc Disney de Chiba, près de Tokyo. Il séjournera aussi à Lyon, cet automne, pour la reprise de l'opéra Siegfried, de Wagner, qu'il a créé à Toronto en 2005. Porté par le " grand souffle des voyages ", Girard, 44 ans, dit n'avoir rien perdu de cette passion qu'on lui connaît depuis Trente−deux films brefs sur Glenn Gould (1993), le film qui l'a révélé.

Quel est le lien entre toutes ses créations en apparence disparates ? " L'ouverture à l'autre, répond−il. Parce que la peur de l'autre, c'est le début d'une guerre. "

Peu enclin aux prises de position en public, François Girard accorde peu d'entrevues, autres que celles liées directement à la promotion d'une de ses oeuvres. Pour L'actualité, il a accepté d'aller au−delà du cinéma pour faire partager ses vues sur les grands enjeux de notre temps.

Vous tournez en Italie et au Japon, avec une distribution étrangère. Vous montez des opéras à Lyon... Silk est–il un film " québécois " ? – Je viens d'ici, je vis ici, je sais très bien d'où je viens. Ma vie, ma famille, mes amis sont à Montréal. Mon travail ne se fait pas ici, mais ça ne change rien à mon identité. Je travaille partout. Dans une année, je suis parti en moyenne six mois. Pour Silk, j'ai été parti presque un an. Dans mes créations, je transpose ma façon de faire acquise ici. J'ai appris à faire mon cinéma au Québec. Je déplace aussi mes collaborateurs. Tous les chefs de service de Silk sont des Québécois, comme pour Le violon rouge. Mon film est donc fait en grande partie par des Québécois. Est–ce un film québécois pour autant ? Ce n'est pas à moi de décider !

Un grand débat identitaire a lieu au Québec cet automne. La question de l'identité n'est–elle pas justement l'un des thèmes de votre film ?

– Oui. Hervé Joncour, le personnage principal de Soie, est dans la découverte de l'autre. C'est ce qui m'a intéressé dans cette histoire. Je m'identifie à ça, j'ai la curiosité d'Hervé Joncour. A travers mes films, mes opéras et mes autres oeuvres, j'ai toujours eu une grande soif de découverte de l'autre. Il ne faut pas avoir peur de l'autre. Parce que la peur de l'autre, c'est le début d'une guerre. Ça vient de mon éducation très libérale. Il n'était pas question de racisme chez moi. Élevé à Charlesbourg, en banlieue de Québec, j'ai découvert ça très tard, ces notions de rejet, en arrivant à Montréal. Le débat sur le rapport avec l'autre m'interpelle beaucoup. J'ai l'impression que mes films, comme Le violon rouge, appellent à tisser des liens au lieu de construire des frontières. On vit dans une communauté. Mais il y a aussi la grande communauté des humains, qui se sont divisés pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises. Les cultures, ça existe, et il y a des différences. Je suis capable de faire la différence entre un Chinois de Shanghai et moi, la question n'est pas là. Mais a priori, pour moi, le rapport avec un Japonais, non seulement il est possible, mais il est souhaité, tout comme avec un Chinois ou un Black de La Nouvelle–Orléans. Je comprends mal les intolérances. J'ai beaucoup de misère à accepter qu'on élève des barrières entre nous. Cela dit, je suis quand même un privilégié d'Amérique du Nord, qui n'a pas eu les problèmes d'un Palestinien, ou d'un Croate, ou d'un Tchétchène...

Vous intéressez–vous au débat sur les accommodements raisonnables ? – Je suivrai les travaux de la commission Bouchard–Taylor. C'est une initiative importante. Je suis curieux de voir ce qui va en ressortir. Il faut soutenir les commissaires. On a notre part d'intolérance ici, qui est souvent attribuable à notre fermeture bête et simple.

Sentez–vous plus d'intolérance au Québec, depuis quelque temps, envers la diversité ethnique et culturelle ?

– C'est dur à mesurer. L'intolérance et la xénophobie, c'est très sournois. En général, les gens ne s'affichent pas. On n'a vu au cours de la dernière année que la pointe de l'iceberg dans quelques petites histoires sordides. Il faut aller plus en profondeur. Nous avons tous des racines d'intolérance et de xénophobie. C'est plus facile de rester entre semblables. Il faut résister à ça, il faut s'ouvrir. C'est le rôle des intellectuels, des artistes et des politiciens de pratiquer une pensée d'ouverture. Cela m'apparaît capital. Mais ils ne le font pas.

Soie est un très court roman. L'adaptation cinématographique posait–elle des problèmes particuliers ?

– C'est un roman qui se prête très bien au cinéma, même s'il présentait quelques difficultés. Il a un bon rapport de densité. La plupart du temps, quand on adapte un roman, on doit en déchirer la moitié, faire disparaître des personnages. Ici, si tu transposais chaque scène du livre en scène de cinéma, tu aurais à peu près la durée du film. Il n'y avait donc pas le problème de devoir condenser. L'autre chose attirante, d'un point de vue cinématographique, c'est le rapport entre une histoire très intime, qui se déroule dans deux petits villages l'un en Europe, l'autre au Japon , et le contrepoint de cette intimité, le grand souffle des voyages, par–delà les continents.

La musique occupe toujours une place importante dans vos films. Le violon rouge a d'ailleurs remporté l'Oscar de la meilleure musique de film. Qu'en est–il pour Silk ?

– J'ai réfléchi longuement. En écrivant le scénario, j'entendais du piano. Puis, l'idée m'est venue de contacter le Japonais Ryuichi Sakamoto, un grand pianiste, un compositeur important des 30 dernières années, une star qui a touché à tous les domaines, du classique à l'expérimental. Je cherchais à éviter, avec la musique, l'illustration comparative entre l'Europe et le Japon. Je voulais la synthèse des deux mondes. Sakamoto l'incarne parfaitement. Il a une sensibilité, des racines et une culture japonaises. Mais il vit à New York.

Comment les Japonais de l'industrie, qui ont déjà vu le film, ont–ils réagi ?

– Extrêmement bien. Les Japonais se sont reconnus. Il faut dire que moi et mes collaborateurs avons passé beaucoup de temps à l'écriture et à la recherche. Pour bien reproduire la culture pré–Meiji, nous avons fait appel à des historiens. Il fallait être fidèle, sans être didactique. Il y a vraiment une spécificité japonaise dans le film. Soie, c'est la découverte du Japon. Nous, comme spectateurs, nous accrochons à Hervé Joncour, un Occidental qui débarque au Japon. On emprunte ses yeux, ses oreilles pour découvrir ce pays avec lui. Les Japonais se sentent compris. Les Chinois avaient eu une semblable réaction du temps du Violon rouge. Ils étaient sceptiques, au début, quand ils m'ont vu filmer la révolution culturelle. Je les comprends. Imaginez une équipe de Chinois qui viendrait tourner la crise d'Octobre à Montréal ! Quand ils ont vu le résultat, les cinéastes chinois m'ont considéré comme l'un des leurs.

Y a–t–il des traces de vos origines québécoises, malgré tout, dans un film semblable ?

– Nécessairement. Il y en a dans toutes mes oeuvres. Je ne suis pas une création spontanée. Je traîne un long bagage. Le personnage de Ludovic, dans Silk, est nommé d'après mon grand–père [Ludovic Pilote, qui vivait à Saint–Nazaire, au Lac–Saint–Jean, et qui était sculpteur]. Il y a même des dialogues que j'ai eus avec mon grand–père qui sont repris dans le film ; je transpose mes origines à travers ça.

Vous disposiez d'un budget de 22 millions de dollars américains. Cela semble peu, compte tenu de l'ampleur du projet...

– Ce n'est pas un si gros budget, en effet. Ça dépend de quel bord on regarde ça. C'est un grand budget québécois, mais un petit budget américain. Nous avons tourné au Japon et en Italie, les endroits les plus chers, et quand tu t'embarques dans un film d'époque, ça coûte cher. Nous avons travaillé dans un esprit d'économie, un peu comme nous l'avions fait pour Le violon rouge. Nous avions des ambitions au–delà de celles que permettait le budget. A force d'être inventifs, comme on l'a appris au Québec, on finit par trouver des solutions un peu à tout !

Comment parvenez–vous à passer si aisément d'un genre à l'autre ? De l'opéra au cinéma, puis des arts visuels au cirque ?

– J'ai l'impression de toujours faire le même job. Il y a des gens dans une salle. Et on fait ce qu'on peut avec l'attention de ce public–là. C'est un voyage. De la mise en scène, c'est de la mise en scène ; raconter une histoire, c'est raconter une histoire. Il y a des différences, des choses propres à chacune des formes de représentation. On mène un projet, on fait un travail en équipe. Ce qui est plus compliqué, c'est la gestion des conflits d'horaire. Les calendriers de cinéma sont toujours en mouvance. J'ai une date de spectacle en 2013, trois en 2010, six ou sept dates de travail au théâtre qui ne bougeront pas. Et la flamme est toujours là, ma passion est intacte. Mon rêve, c'est que ça dure et qu'à 80 ans le TNM me demande de faire une nouvelle mise en scène !

Etes–vous sensible à la marche du monde ? A l'actualité internationale ? Aux guerres en Afghanistan et en Irak, par exemple ?

– Je lis sur tout ça. L'Afghanistan et l'Irak, clair que c'est un fiasco, il ne faut pas se raconter d'histoire. On a fait souffrir des peuples, sous prétexte de les démocratiser. Mais au final, on allait chercher notre pétrole. C'est

aussi simple que ça. On peut faire tous les camouflages médiatiques, républicains, américains et canadiens, au final, c'est encore ça. Appelons un chat un chat. C'est l'Ouest qui se sert, ce sont les riches qui s'enrichissent... La guerre de Bush, elle est atroce, non productive même sur le plan économique. Je suis aussi de près l'ouverture de la Chine. J'ai séjourné à Shanghai à partir de 1996. J'ai vu de l'intérieur le début du passage à l'économie de marché. Le degré d'ignorance des Américains à l'égard de l'explosion de la Chine me fascine. Ils sont en déni. Il faut dire que personne n'avait intérêt à leur en parler. La fin du règne américain, ça s'est déjà produit. Ça fait partie de l'histoire.

La guerre économique

PUBLICATION: L'Actualité
DATE: 2007.10.01
PAGE: 16
COLUMN: Matières premières
PHOTO: PALMER / SIPA ANP Photo
WORD COUNT: 52

10 $

Coût de fabrication d'un engin explosif improvisé

6 milliards $

Somme minimale dépensée par le Pentagone pour protéger ses troupes contre les engins explosifs en Irak et en Afghanistan

(Source : Newsweek ; les sommes sont en dollars américains.)

ORDRE DE BATAILLE

" Nous ne sommes pas ici pour combattre les talibans. Nous sommes ici pour leur enlever toute pertinence. "

Le colonel Hans van Griensven, ex−commandant des troupes néerlandaises en Uruzgan, province voisine de celle de Kandahar

La guerre non justifiée

PUBLICATION: L'Actualité
DATE: 2007.10.01
PAGE: 7
COLUMN: Votre opinion
PHOTO: jonathan hayward / archives pc
ILLUSTRATION: Rick Hillier
WORD COUNT: 432

Nous étions des peacekeepers, maintenant nous sommes des guerriers (" Les talibans sont des ordures ", 1er sept. 2007). Un changement fondamental, jamais annoncé. Si le gouvernement canadien préconisait une intervention militaire au Darfour pour y faire cesser le génocide, il aurait l'appui d'une population informée. Nos militaires iraient défendre la fraternité, l'humanisme. Ils iraient sauver des vies. Au Darfour, le Canada ne jouerait pas un rôle de suppléant. Il ne mettrait pas son doigt dans l'engrenage mystérieux et inexplicable des actions américaines, qui ont créé en Irak une terre fertile pour le terrorisme. Que faisons–nous en Afghanistan ? Combattons–nous le terrorisme ? Les talibans ? Recherchons–nous Ben Laden ? Nous faisons–nous pardonner notre absence en Irak ? Les Québécois n'appuient pas cette guerre. A qui la faute ?

Adrien Pépin

COLD LAKE (ALB.)

Les Français et les Néerlandais n'oublieront jamais les sacrifices de nos soldats au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Mais je parie que, lorsque nos jeunes soldats auront définitivement quitté l'Afghanistan, certains dans un cercueil, les Afghans n'auront pas envie de se remémorer leurs sacrifices. Voilà qui doit être dur et triste pour des soldats : risquer leur vie en sachant que leur intervention sera oubliée par ceux qu'ils viennent aider. Et surtout quand ils savent que la majorité de leurs compatriotes désapprouvent leur mission. Les actions du Canada à l'étranger lui avaient généralement valu de la reconnaissance, mais cela va–t–il continuer ?

Sylvio Le Blanc

MONTRÉAL

Enseigner la démocratie à des Afghans, à l'autre bout du monde, ne sera jamais le rôle de soldats armés de mitrailleuses, et ceux qui ont pris cette décision n'avaient pas reçu un tel mandat des électeurs. Qu'est–ce qui a pu fausser le raisonnement de Harper pour qu'il accepte si facilement qu'on aille semer la mort chez des musulmans ? Ces derniers devraient pouvoir régler leurs problèmes entre eux.

André Marceau

QUÉBEC

Pour convaincre des soldats d'aller tuer des gens, il faut déshumaniser les cibles ou en faire des monstres. C'est bien ce que semble tenter de faire L'actualité avec son titre " Les talibans sont des ordures ". Les talibans siègent au Parlement afghan ; le gouvernement négocie avec eux comme avec d'autres éléments de la société civile. Pourquoi vous faire porteurs d'une vision caricaturale de cette dynamique ?

Martin Dufresne

MONTRÉAL